



## DECLARATION INTERSYNDICALE

CDAS DU 24 février 2022

Monsieur le Président,

### **Quel avenir pour l'action sociale 76 ?**

Malgré la crise sanitaire, l'année 2022 sera marquée par l'accélération et la mise en place des réformes en cours.

Depuis plusieurs CDAS maintenant, nous condamnons la casse de l'action sociale au niveau national et local.

La note d'orientation du 9 février 2022 d'ailleurs confirme nos craintes

En effet, ne reste au niveau local que la mission de déclinaison des orientations nationales, à savoir la mise en place de la régionalisation, le bradage des résidences EPAF, une non valorisation du budget alors que l'augmentation des prix est généralisée, diminuant ainsi les possibilités de fonctionnement au niveau local

S'agissant de la vente des résidences EPAF que nous avons dénoncé dès l'apparition des rapports :

- La continuité des frais de gestion en 2022 (gardiennage et entretien) à la charge de l'association alors que les agents ne peuvent pas bénéficier de ces résidences dont la vente n'est pas effective.
- le non accès aux résidences EPAF sur le site internet pour une réservation hors période scolaire auprès d'une résidence partenaire, il n'est pas possible de réserver. Il y a donc une obligation d'aller en résidence EPAF, sachant que le choix est drastiquement réduit avec la vente des résidences les plus attractives. Quid de l'égalité entre les agents ?

L'association se trouve ainsi dépouillée de toutes ces prérogatives en matière de vacances loisirs.

Concernant la régionalisation :

L'année 2022 verra le sujet de la gouvernance et notamment de la vision comptable prendre le pas sur le social.

Concernant l'aide à la parentalité :

Nous dénonçons d'ores et déjà toute volonté de suppression et nous aimerions savoir quels sont les axes d'évolution retenus et les déclinaisons contraintes. Trop échaudés par le passé, nous ne pouvons qu'avoir de la défiance.

L intersyndicale 76 continue à dénoncer cette casse du réseau social, dans une période où le ministère considère que le lien social est une priorité pour lui. Chercher l'erreur !!!!.  
Cela à l'instar de la casse de nos différents réseaux : un meilleur service public... mais invisible !  
Aujourd'hui, les agents de notre ministère sont aussi mal traités que nos usagers voire plus !!!!

Au sujet de la fermeture de l' Agria du mois de décembre (travaux cité administrative), nous vous avons informé Mr le président dès septembre 2021 de la fermeture de l'Agria et malgré cela, la solution retenue a été de laisser les usagers sur le carreau.

Pour l'intersyndicale, la solution proposée n'en était pas une ! Là encore nous répondre que : « c'est pas moi c'est l'autre » ne sont pas des réponses acceptables.  
Nous saluons la très forte implication de notre déléguée pour trouver des solutions, mais en vain.

**Malgré toutes ces attaques,  
L intersyndicale 76 continuera à se battre pour maintenir l' instance CDAS 76,  
au plus proche des agents et permettre une action sociale de qualité qui répond aux besoins de  
toutes et tous !**

L'intersyndicale finances au CDAS